

"Une nouvelle Europe politique" dans Le Monde (30 juin 2005)

Légende: Le 30 juin 2005, Dominique de Villepin, Premier ministre français, prenant acte de la crise que traverse l'Union européenne suite au rejet par la France et par les Pays-Bas du traité établissant une Constitution pour l'Europe, publie simultanément dans le journal Le Monde et dans plusieurs quotidiens européens un article dans lequel il plaide pour la construction d'une Europe politique sur la base de grands projets prioritaires.

Source: Le Monde. [EN LIGNE]. [Paris]: [30.06.2005]. Disponible sur <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3232,36-667327,0.html>.

Copyright: (c) Le Monde

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"une_nouvelle_europe_politique"_dans_le_monde_30_juin_2005-fr-1e2e46a9-314e-4191-9ddc-79040c070d5b.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Une nouvelle Europe politique

par Dominique de Villepin

L'Europe est en crise. Et pourtant jamais les peuples européens n'ont dit avec autant de force leur espoir de voir se construire une Europe des valeurs et de la volonté, capable de répondre à leur exigence sociale. Fidèle à l'histoire de notre continent et à notre vision de l'avenir, la France veut avancer avec eux dans la voie tracée par Jacques Chirac.

Partout autour de nous, les États s'organisent pour tirer le meilleur parti de la mondialisation et pour renforcer leurs positions stratégiques. L'Inde se rapproche de la Chine ; le Brésil, l'Afrique du Sud et d'autres pays émergents réalisent désormais entre eux le tiers de leur commerce extérieur et défendent collectivement leurs positions dans le cadre du G20 ; les pays d'Amérique du Sud développent leurs liens économiques : nous ne pouvons pas rester à l'écart de ce grand mouvement de réorganisation de la planète. Nous devons être en mesure de défendre nos intérêts politiques, économiques et sociaux en meilleure position, rassemblés et solidaires.

C'est un impératif pour notre sécurité : face à la menace terroriste, face au risque de prolifération biologique, chimique ou nucléaire, face à l'immigration clandestine, il n'y a de réponse que collective.

C'est un impératif pour notre croissance et pour nos emplois : seule la pression collective européenne nous a permis de réduire les importations de textiles chinois.

C'est un impératif pour la maîtrise de notre avenir : les investissements de recherche sont désormais trop lourds pour être supportés par un seul pays.

Devenir ou rester les meilleurs dans le domaine de la santé, de l'agroalimentaire, des matériaux de pointe, de l'aéronautique, suppose que nous mettions nos moyens en commun.

C'est un impératif enfin pour la défense de nos valeurs : la démocratie, les droits de l'homme, la diversité culturelle sont des traits fondateurs de notre projet commun. Nous devons pouvoir les affirmer haut et fort.

Aujourd'hui nous ne pouvons plus éluder les choix. Soit nous nous donnons les moyens de construire cette nouvelle Europe politique, qui s'exprimera et agira dans le monde de demain, soit nous nous résignons à faire de notre continent une vaste zone de libre-échange gouvernée par les règles de la concurrence. Chacun doit sortir de l'ambiguïté par l'action. Pour porter cette nouvelle Europe politique, nous avons besoin de projets ambitieux et concrets.

Premier projet : la gouvernance économique européenne. L'Europe est aujourd'hui la première puissance commerciale du monde. En quelques années, douze États membres dont la France ont créé une monnaie stable et protectrice : l'euro. Et pourtant notre taux de croissance reste inférieur à celui des États-Unis ou des pays asiatiques, tandis que notre taux de chômage se maintient à un niveau élevé.

Je propose donc d'ouvrir un dialogue entre l'Eurogroupe et la Banque centrale européenne afin de définir, dans le respect de l'indépendance de la BCE, une véritable gouvernance économique européenne pour les pays de la zone euro. A l'appui de ce dialogue, je suggère également que nous examinions ensemble les grands enjeux économiques auxquels l'Europe est confrontée : face à la hausse du prix du pétrole par exemple, est-il concevable que nous n'ayons pas encore de réflexion commune sur la gestion de nos réserves stratégiques ?

Deuxième projet : l'agriculture. En quelques décennies, elle a rendu l'Europe indépendante en matière d'approvisionnement agricole, elle en a fait la deuxième puissance agricole du monde et lui a donné un pouvoir économique considérable.

Au moment où le problème de l'alimentation devient de plus en plus pressant sur l'ensemble de la planète,

nous devons la renforcer en poursuivant son adaptation. Les consommateurs européens veulent savoir d'où viennent leurs produits alimentaires, quelle chaîne de fabrication et de distribution ils ont suivie. Ils veulent être certains de ne pas rencontrer de problème d'approvisionnement à des tarifs compétitifs dans les années à venir : seule la politique agricole commune nous permettra de relever ces défis d'avenir.

Troisième projet : la politique d'innovation et de recherche. Il n'y a pas, d'un côté, les anciens attachés à la politique agricole commune, de l'autre, les modernes qui défendent la stratégie de Lisbonne. Nous sommes tous tournés vers le futur : l'implantation du réacteur de recherche ITER à Cadarache le montre. Mais parce que je mesure combien les atouts européens dans les domaines de la physique, des mathématiques ou de la chimie ne sont pas suffisamment exploités, je propose la création en France d'un ou deux instituts européens d'études et de technologies. Ces instituts rassembleront sur les mêmes sites les meilleurs chercheurs internationaux, des laboratoires de recherche, des entreprises innovantes. Ils seront ouverts à tous les Etats européens qui le souhaitent. En France, nous avons décidé de créer des pôles de compétitivité qui permettront de regrouper des compétences de haut niveau mais encore éparses : pourquoi ne prendraient-ils pas une dimension européenne ?

Quatrième projet : la sécurité européenne. La coopération policière, les échanges de renseignement sur le terrorisme, les contrôles frontaliers, forment la base d'une Europe de la sécurité intérieure dont le G5 est le fer de lance : l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie et la France avancent dans ce cadre sur des projets concrets. Sur la défense, les progrès accomplis ces dernières années doivent servir de base à des coopérations encore plus étroites. Nous avons une stratégie commune, nous avons des moyens en commun, nous assurons ensemble la stabilité dans des zones qui sortent juste de conflits meurtriers comme l'Afghanistan ou le Kosovo. Nous sommes déterminés à progresser encore.

Cinquième projet : la démocratie européenne. Nous avons besoin du soutien des peuples européens. Depuis plusieurs années, notre identité se construit dans l'adhésion à des valeurs communes : la liberté et la solidarité, l'attachement aux règles du droit international, l'exigence de préservation de notre environnement. L'échange d'étudiants grâce au programme Erasmus renforce ce sentiment, qui prépare l'émergence d'une démocratie européenne. Il reste néanmoins limité à un nombre restreint de personnes. Le service volontaire européen est lui-même encore embryonnaire puisqu'il ne touche que 4 000 jeunes par an.

Je propose donc d'ouvrir avec nos partenaires européens une réflexion sur la création d'un véritable service civil européen, qui donnerait à chaque jeune Européen l'opportunité de s'engager dans le domaine humanitaire ou de la sécurité civile dans un autre pays que le sien. Les peuples européens n'ont jamais été aussi proches. A l'image de la France et de l'Allemagne, ils souhaitent que leurs dirigeants se mettent d'accord au lieu de céder aux égoïsmes nationaux, qu'ils trouvent des solutions au lieu de se contenter de poser des questions.

Le président de la République française a ouvert la voie au Conseil européen de Bruxelles en acceptant un compromis sur le budget, comme il avait accepté un compromis sur la PAC en 2002. L'Europe ne doit pas subir, mais se placer résolument en initiative. Nos peuples veulent une nouvelle Europe politique, attentive à leurs difficultés comme aux problèmes du monde, douée d'une capacité d'agir, d'une conscience et d'une morale.

L'Europe est aujourd'hui devenue le laboratoire des nouvelles idées politiques, économiques et sociales du monde. Laissons-la s'exprimer. Avec elle l'histoire recommence.